



# Nouvel espoir

*Après le Sommet d'Ottawa*

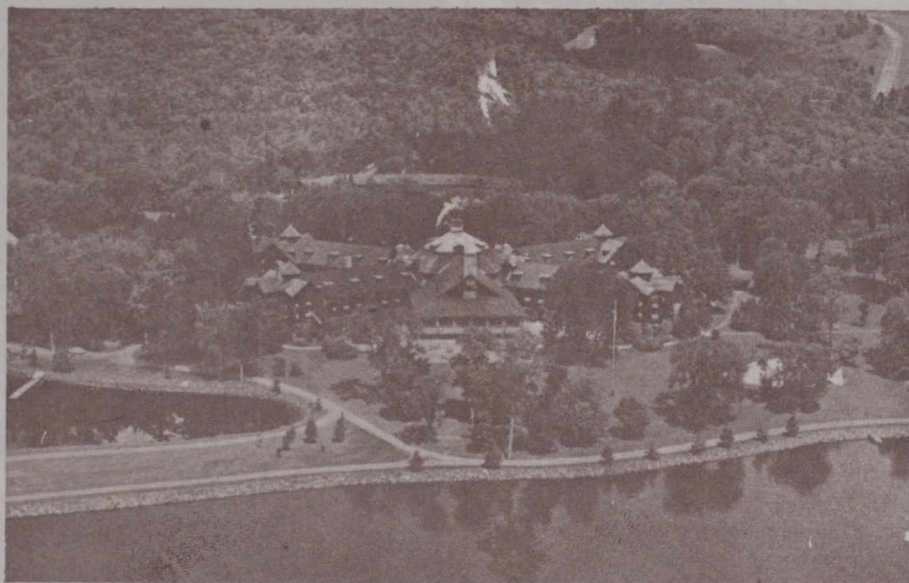
**L**ES chefs d'Etat ou de gouvernement des sept pays les plus industrialisés (Etats-Unis, Canada, Allemagne fédérale, France, Grande-Bretagne, Italie et Japon) se sont réunis les 20 et 21 juillet à Ottawa. Bien que la tâche primordiale de ce sommet fût de revitaliser les économies des pays industriels, il était acquis, dès le départ, qu'il n'était pas possible de dissocier les problèmes économiques et monétaires du problème plus vaste encore - celui du dialogue Nord-Sud. La déclaration de politique commune, lue le premier soir de la réunion par le Premier ministre Pierre Elliott Trudeau, au nom des sept pays représentés, laissait déjà entendre que des « progrès très substantiels » avaient été faits en vue de l'octroi d'une plus grande partie de l'aide au développement aux pays les plus pauvres.

Avant la fin des travaux du sommet, tous les sept pays se prononçaient en faveur de la préparation d'un processus mutuellement acceptable de négociations globales avec les pays en voie de développement.

La reconnaissance de la nécessité de la relance du dialogue Nord-Sud est ressortie dans le communiqué final qui souligne, entre autres, l'engagement des pays industrialisés à collaborer avec les pays en voie de développement dans un souci d'intérêt, de respect et d'avantages mutuels, conscients de la réalité de l'interdépendance.

« Il est de notre intérêt, comme du leur, que les pays en voie de développement poursuivent pleinement leur croissance et s'intègrent plus complètement au système économique international en y jouant un rôle à la mesure de leurs capacités et de leurs responsabilités. Nous sommes désireux de poursuivre avec ces nations des discussions constructives et portant sur des problèmes de fond ».

Le communiqué final souligne le rôle de l'interdépendance et l'importance du renforcement des économies des pays industriels pour les pays moins riches. « Nous tenons à ce propos à faire remarquer que le renforcement de nos propres économies, l'élargisse-



● *Le chateau de Montebello, lieu de rencontre du sommet d'Ottawa.*

ment de l'accès à nos marchés et l'élimination des obstacles aux flux des capitaux se traduisent par une disponibilité accrue des ressources et de la technologie dont ont besoin les pays en développement, complétant ainsi l'aide publique. L'orientation des capitaux privés vers ces pays se fera d'autant mieux que ceux-ci garantiront la protection et la sécurité des investissements ».

En raison de cette interdépendance, il est nécessaire, autant pour les pays industriels que pour les pays en développement, que les objectifs du sommet d'Ottawa - lutte contre l'inflation et le chômage, réduction de l'endettement public et augmentation du soutien en faveur de l'investissement productif - soient encouragés et atteints.

D'autre part, les pays représentés ont affirmé leur volonté d'étudier avec les pays en développement non producteurs de pétrole les moyens de collaborer à l'expansion économique de ces pays.

Ils ont reconnu l'importance de l'accroissement de la production alimentaire dans le monde en développement et le besoin d'une plus grande sécurité alimentaire pour tous.

Concernant leur politique commerciale, ils se sont déclarés prêts à travail-

ler ensemble « au renforcement du système de commerce multilatéral ouvert tel qu'il prend forme dans le GATT ». « Nous travaillerons au renforcement de ce système dans l'intérêt de tous les pays partenaires commerciaux conscients de ce que cela impliquera.

Nous appliquerons les accords conclus lors des négociations commerciales multilatérales et invitons les autres pays, notamment ceux en développement, à participer à ces accords commerciaux mutuellement profitables ».

Le « Sommet d'Ottawa » a fourni l'occasion aux pays participants d'échanger des points de vue sur les graves problèmes de l'heure, de renforcer l'amitié mutuelle et d'étudier les moyens de collaborer avec les partenaires du reste du monde, en particulier ceux en voie de développement.

« Nous réaffirmons notre volonté d'explorer toutes les voies de consultation et de coopération avec les pays en développement dans toute enceinte appropriée. Nous sommes prêts à participer à la préparation d'un processus mutuellement acceptable des négociations globales dans des conditions permettant d'espérer des progrès notables ». Il appartiendra au prochain sommet de Cancun au Mexique, en octobre, de concrétiser ces espoirs. ■